

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 23 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FRANCE POLYMERES S.A.S.

Avenue de Villevieille n°2
ZI ROUSSET
13790 Rousset

Références : D-2027-AIX-2022

Code AIOT : 0006401359

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement FRANCE POLYMERES S.A.S. implanté Avenue de Villevieille n°2 ZI ROUSSET 13790 Rousset. L'inspection a été annoncée le 05/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE POLYMERES S.A.S.
- Avenue de Villevieille n°2 ZI ROUSSET 13790 Rousset
- Code AIOT : 0006401359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité est le traitement de déchets non dangereux (plastiques) provenant d'installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérifications des dispositions réglementaires applicable au site au regard de la proximité avec l'établissement SEVESO voisin.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement article R181-46 II	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.14	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Sécurité des installations – lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 8.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Sécurité des installations – lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 8.10	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Sécurité des installations – lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 8.4	/	Sans objet
7	Sécurité des installations – lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 8.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation ne respecte pas plusieurs prescriptions réglementaires relatives à la lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 20/06/2012
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature des ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le reclassement proposé suite à la modification de la nomenclature est le suivant : <ul style="list-style-type: none">• 2791-1, classement à Autorisation : Traitement de déchets non dangereux (provenant d'installations classées industrielles) : Broyage de matières plastiques usagées non souillées : Quantité max. de déchets traités: 10 t/j• 2714-1, classement à Autorisation / 2662, classement à Enregistrement : Transit, regroupement, tri de matières plastiques usagées non souillées : Volume max. : 5 000m3
Constats : L'exploitant a indiqué que l'activité du site n'a pas évoluée (traitement de déchets non dangereux provenant d'installations classées (pétrochimie de la zone de l'étang de Berre notamment). L'activité est répartie sur le site de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none">• Le bâtiment contient les matières plastiques à broyer, les trois broyeurs permettant de la transformation de plastiques en copeaux, les deux chaînes d'ensachage dont une seule est utilisée et les deux presses permettant le compactage. Le volume traité est d'environ 15t/j ;• la zone extérieure est dédiée au transit de matières plastiques et au stockage de polymères (sacs de granulés plastiques et stockage vrac dans 5 silos). Elle contient également un stockage de palettes bois. Le volume total stocké est de 850 à 950 tonnes au maximum selon l'exploitant dont 400 tonnes dans les silos (Silo 1 de 35T, Silos 2 et 3 de 90T, Silo 4 de 85T et silos 5 de 100T). Il a été rappelé à l'exploitant l'observation de l'inspection du 23 février 2022 (justifier de la transmission en 2014 du dossier de porter à connaissance relatif aux silos et transmission des volumes d'activités pour les rubriques 2714-1 et 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) ainsi que la nécessité de transmettre une actualisation de l'étude de dangers conformément à l'article R181-46 II du code de l'environnement. L'exploitant ne dispose pas d'une actualisation de l'étude de danger. Il n'est pas en mesure de justifier que les modifications apportées sur les installations ne peuvent avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs.
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.14
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout dépôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Pour les installations existantes, un tel exercice est réalisé a minima dans les trois ans qui suivent la publication du présent arrêté. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
Constats : L'exploitant a indiqué avoir réalisé un exercice incendie avec le Service d'Incendie et de Secours (SDIS) le 23 mai 2022 sans pouvoir nous transmettre le compte-rendu inhérent. L'exploitant réalise des exercices incendie en interne. Le dernier a été effectué le 15 juin 2021 par la société GF2S. L'exploitant dispose de la facture mais n'est pas en mesure de transmettre le compte-rendu. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'exercice précédent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; <p>d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</p> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p> <p>Constats :</p> <p>L'installation dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours : L'exploitant disposer du numéro des pompiers à Trets ; • d'un plan de masse réalisé par le Service d'Incendie et de Secours (SDIS) en novembre 2022. Ce plan comporte la localisation des bâtiments et des aires de gestion des produits ou déchets (silos, zone de stockage extérieur, stockage des bouteilles butanes, stockage d'huile minérale par exemple). Ce plan identifie également les différents dangers pour chaque bâtiment et aire ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment et à l'extérieur près des zones de stockage. La dernière vérification a eu lieu le 28 juin 2022 par la société GSI Services. L'exploitant nous montre en séance le certificat de conformité Q4 indiquant que l'installation est conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables ne sont pas dotées de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <ul style="list-style-type: none">• Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :• la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;• l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets ne sont pas distinctes et clairement repérées. L'exploitant nous montre en séance un plan défini pour le responsable du stockage mais ce plan n'est pas respecté.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). Il suit le stock de manière informatisée par la responsable commerciale. Il évalue le stock le jour de l'inspection à 950 tonnes.</p> <p>La hauteur des déchets entreposés est inférieure à 6 mètres (le site ne se trouve pas à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation).</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont non couvertes mais sur aires étanches reliées à un séparateur hydrocarbures.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Sécurité des installations – lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage extérieur des produits plastiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage extérieur des produits plastiques sera situé à plus de 20 m du bâtiment de stockage interne.
Constats : Le stockage extérieur des produits plastiques est situé à moins de 20 m du bâtiment de stockage interne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Sécurité des installations – lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 8.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques seront entretenues en bon état et seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : L'exploitant a fait réaliser une vérification des installations électriques le 04 mars 2022 par la société SOCOTEC. Le certificat de conformité Q18 du 04 mars 2022 indique une vérification complète des installations ainsi que l'absence de risques d'incendie et/ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Sécurité des installations – lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 8.9
Thème(s) : Risques accidentels, Robinets d'incendie armés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il sera installé près des accès des robinets d'incendie armés de 40mm de diamètre conformes aux normes Françaises S 61-201 et S 62-201 de manière que toute la surface du bâtiment puisse être atteinte par deux jets de lance. La pression à l'appareil le plus défavorisé ne devra pas être inférieure à 2,5 bars.
Constats : Le site dispose de robinets d'incendie armés (RIA). L'exploitant a fait réaliser une vérification des pressions statiques et dynamique de ces RIA. L'intervention a eu lieu le 17 novembre 2022 par la société GSI Services. Le rapport d'intervention indique une pression statique à 12 bars et une pression dynamique à 2,8 bars. Cependant le rapport indique également que les RIA ont un diamètre de 33 mm. Ce diamètre nominal est contenu dans la norme NF S62-201.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Sécurité des installations – lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 8.10
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il sera installé sur le site trois poteaux incendie normalisés S 61-213 débitant simultanément au minimum 3000 litres par minute et placés à moins de 200 m du bâtiment le plus éloigné.
Constats : Quatre poteaux incendie sont présents (1 appartenant à l'exploitant et 3 appartenant à la SCP). Un test des poteaux a été effectué par la société GSI Services le 17 novembre 2022 sur 2 poteaux uniquement : <ul style="list-style-type: none">• Poteau n° 192113903 à l'intérieur du site et appartenant à l'exploitant (dn 100, marque BAYARD) : Pression statique 11,8 bars, débit à 11,3 bars 60 m3/h ;• Poteau n° 192113952 à l'extérieur du site et appartenant à la SCP (dn 150, marque BAYARD) : Pression statique 11,2 bars, débit à 11,3 bars 60 m3/h . L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le débit simultané des poteaux est de 3000 litres par minutes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois